

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2020-2021

*ANALYSE ET IMPACT  
DES ACTIVITÉS  
D'ENGAGEMENT  
ACTIONNARIAL*

**Le travail d'Æquo est réalisé au nom de ses clients et partenaires :**

---



*Régime de retraite des employés de la CSN*

DESJARDINS  
GESTION  
INTERNATIONALE  
D'ACTIFS INC.



*Régime de retraite des employés d'Hydro Québec*



Regroupement pour  
la Responsabilité  
Sociale des Entreprises

# Notre MISSION

**Æquo, c'est le pouvoir collectif des placements de 360 organisations et fonds de retraite, représentant près de 90 000 individus, pour un total général de 112 milliards de dollars en épargne et capital.**

Notre raison d'être est d'amplifier l'impact de nos clients et investisseurs institutionnels en les accompagnant dans la mise en œuvre de stratégies d'investissement responsable.

La principale activité d'Æquo est de mener un engagement actionnarial avec des entreprises cotées, au nom d'investisseurs institutionnels cherchant à intégrer des considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) à leurs stratégies d'investissement.

Æquo vise un système économique plus durable dans lequel les entreprises, encouragées par les investisseurs, gèrent les risques et opportunités ESG pour créer de la valeur à long terme au bénéfice de l'ensemble de la société.



1. Nous participons au sous-comité technique du CSA qui vise à proposer une définition de la taxonomie pour le secteur pétrolier et gazier.

# MOT DE LA PRÉSIDENTE ET DU DIRECTEUR

## *Æquo fête ses cinq ans*

Chers partenaires,

Dans la tempête provoquée par la pandémie, **la finance durable se sera démarquée**: les fonds ESG ont battu leurs indices de référence; les marchés ont accueilli favorablement les premières obligations durables; les grands détenteurs internationaux (caisses de retraite publiques et fonds souverains) se sont coordonnés pour définir de nouvelles mesures d'impact ESG tangibles; et les grandes banques se sont finalement mises d'accord sur de nouvelles méthodes communes de mesures de risques climatiques. Finalement, tout comme les enjeux critiques de santé publique l'illustre, il est plus clair que jamais que **la prise en considération des risques climatiques doit aller de pair avec la lutte contre les inégalités**, car sans justice sociale, point de conservation écologique possible.

Force est de constater que les événements de l'année 2020 ont démontré la nécessité des pratiques d'investissement responsable, et leurs vitalités ! Ce que nous faisons depuis cinq ans est essentiel et les derniers mois témoignent de l'importance de poursuivre dans cette voie. Æquo a heureusement su s'adapter aux nouvelles contraintes organisationnelles, en réalisant une transition au télétravail et en se concentrant sur ce qu'elle fait de mieux : l'engagement.

**Nous avons abordé le sujet de la pandémie dans la grande majorité de nos dialogues.** Nous nous sommes notamment assuré de la prise en considération de la santé des employés tant au sein des entreprises que dans leurs chaînes d'approvisionnement, dans l'intérêt des investisseurs à long terme.

Durant cette période difficile, Æquo est restée proche de ses clients afin de pouvoir répondre à leurs besoins. Ainsi, nous avons développé de nouveaux services : politique climat, diagnostic de portefeuille, évaluation de la maturité des processus, audit de l'application des politiques de vote, feuille de route et formation en investissement responsable. **Cet éventail de services élargi nous a permis de terminer l'année en beauté, en ajoutant deux importants régimes de retraite à notre clientèle.**

**2020 restera également marquée par le décès de Pierre Viau, directeur du RRSE, organisme cofondateur d'Æquo.** Membre du conseil d'administration d'Æquo depuis les débuts, Pierre était une force vive et nous laisse en héritage son engagement pour la justice sociale. La relève est brillamment assurée par Caroline Bergeron (administratrice indépendante) et Jocelyne Morin (membre du RRSE) venues enrichir notre conseil de leur expérience. Notons aussi qu'Arnaud, François et Jean-Philippe, trois membres de l'équipe pleinement engagés depuis le début de l'aventure, participent maintenant également à titre d'actionnaires de la société.

Malgré les aléas, nous sommes heureux de constater que 2020 a été une année exceptionnelle pour Æquo - qui fête ses cinq années d'existence.

**Josée Cavalancia**

*Présidente du conseil*

**Jean-Philippe Renaut**

*Directeur général*

# PROCESSUS, MÉTHODE ET RÉSULTATS

## LE DIALOGUE ACTIONNARIAL : POUR UNE BONNE INTENDANCE DES PLACEMENTS

L'engagement, tel que nous le pratiquons chez Æquo, vise à améliorer les pratiques ESG des entreprises par le biais d'un échange **constructif et informé**, fait au nom des investisseurs. Nos objectifs sont clairs et transparents, présentés aux compagnies sous forme de questions ou recommandations, nous permettant de faire un suivi rigoureux de l'**impact de ces efforts**. Nous visons en moyenne deux rencontres formelles par année avec chaque compagnie de notre plan d'engagement, en plus d'autres échanges, suivis et recherches.

En plus des dialogues individuels, nous participons activement, toujours au nom de nos clients, à des efforts collaboratifs d'investisseurs portant sur des entreprises et des enjeux particuliers. Ces initiatives, auxquelles nous apportons notre expertise, se traduisent par des conversations entre plusieurs investisseurs et les entreprises visées, en déclarations communes ou en participation à des consultations sur de nouvelles réglementations.

## LA SÉLECTION DES ENTREPRISES

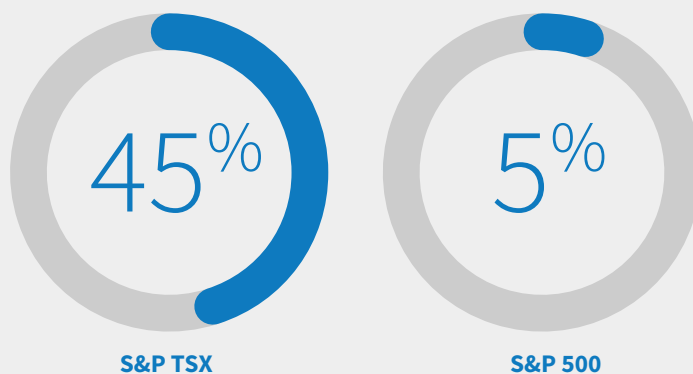
Les entreprises de nos plans d'engagement sont sélectionnées selon trois critères :

- Des controverses graves et/ou une mauvaise performance ESG par rapport à leurs pairs;
- L'impact potentiel de notre démarche, évalué en fonction de la présence du titre dans un nombre significatif de portefeuilles de nos clients, ou encore de notre expertise et expérience;
- Le suivi du dialogue, lorsque les objectifs d'engagement de l'année précédente n'ont pas encore été atteints.

En 2021, notre programme d'engagement est composé d'un plan canadien qui contient 34 compagnies et d'un plan américain distinct qui en comprend 31, pour un total de 65 dialogues visés. Comme par le passé, il est possible que d'autres compagnies soient intégrées en cours d'année, selon les opportunités et l'impact potentiel que le pool d'engagement peut avoir.

## NOTRE COUVERTURE DES MARCHÉS

L'engagement actionnarial mené par Æquo génère de l'impact sur les marchés canadiens et américains. Voici les proportions



## LE SUIVI DES DIALOGUES

Nos dialogues s'inscrivent dans la durée et sont menés sur plusieurs trimestres. En effet, la modification des pratiques ESG des entreprises ne se réalise pas du jour au lendemain, et il est souhaitable que s'instaure un climat de confiance entre Aequo et ses interlocuteurs.

Pour chaque dialogue, nous définissons des objectifs dont l'atteinte est mesurable. Pour en suivre l'évolution, nous avons mis en place une échelle de progression.

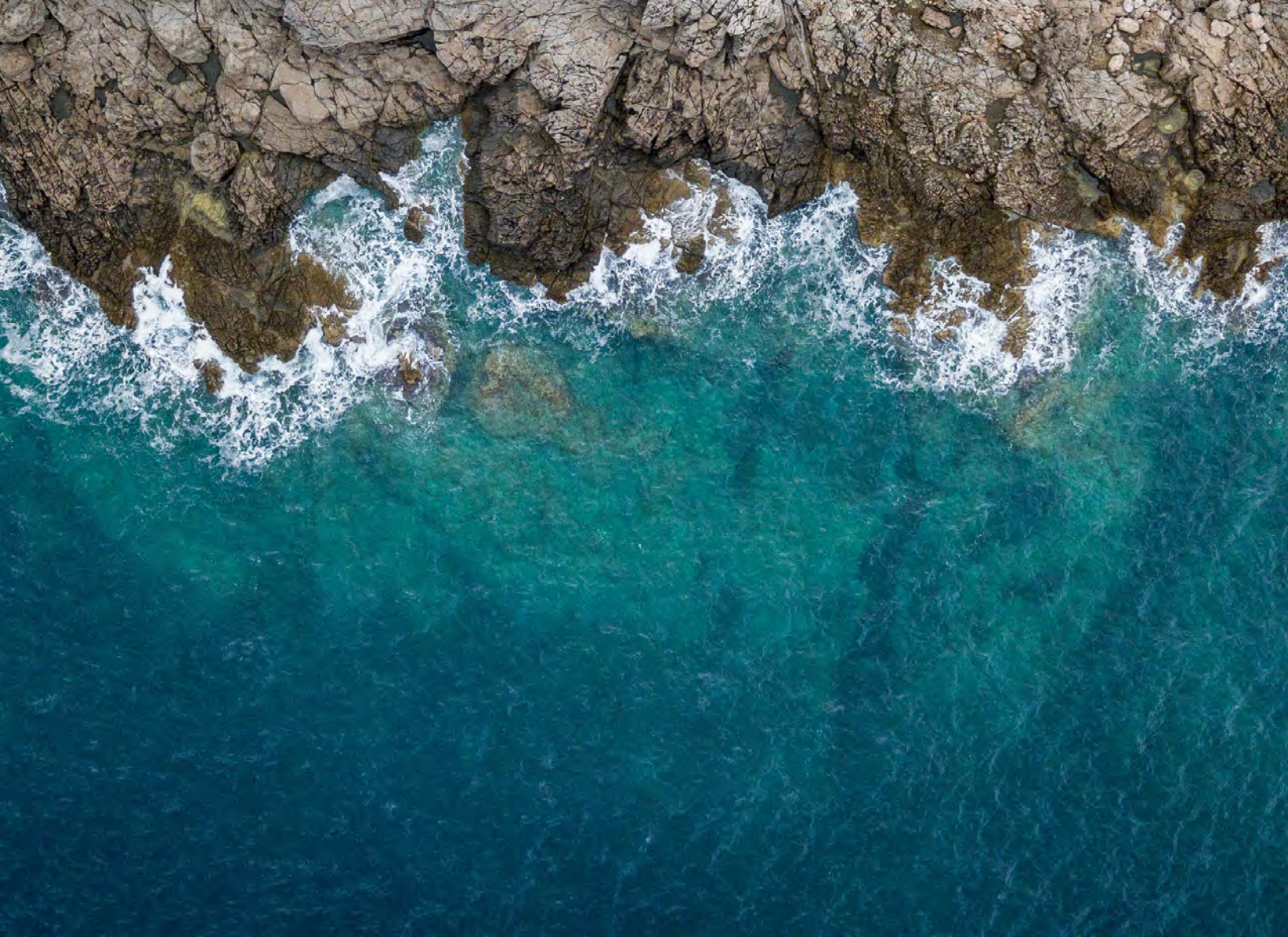
## ÉCHELLE DE PROGRESSION D'OBJECTIFS

<b>0</b>	L'objectif (afin de gérer un risque) a été défini, mais n'a pas encore été communiqué à l'entreprise
<b>1</b>	L'objectif a été communiqué à l'entreprise
<b>2</b>	L'entreprise a reconnu le besoin d'atteindre l'objectif
<b>3</b>	L'entreprise a adopté une stratégie afin d'atteindre l'objectif
<b>4</b>	L'entreprise a atteint l'objectif

## LES INDUSTRIES, LES ENJEUX ET LES RÉSULTATS EN 2020

### PRINCIPAUX ENJEUX ABORDÉS EN 2020

Gestion de l'énergie et émissions	54%	Impact écologique	11%
Gestion/bien-être des employés	51%	Confidentialité et sécurité des données/Cybersécurité	10%
Intégration et divulgation ESG	46%	Bien-être animalier	10%
Transition énergétique	41%	Relations avec les communautés	5%
Diversité et inclusion	33%	Accessibilité des produits	5%
Droits humains	18%	Éthique, fraude et corruption	3%
Gouvernance	16%	Fiscalité responsable	2%
Responsabilité des produits	15%	Gestion de l'eau	2%



**Nous avons échangé avec 61 compagnies en 2020** et aucune des compagnies visées dans notre plan d'engagement 2020 n'a refusé de dialoguer avec nous. Nous avons abordé 16 enjeux ESG, dont les enjeux en lien à l'humain (droits humains, la gestion et le bien-être des employés et la diversité/inclusion) avec 66% des compagnies et les enjeux climatiques avec 61% d'entre elles.

Nous avons également continué à échanger sur d'autres enjeux importants tels que l'accessibilité et la responsabilité des produits, la gestion du plastique, des substances chimiques et des pesticides ainsi que la cyber sécurité et la gestion des données confidentielles.

**En 2020, nous avons constaté une progression dans 80% de nos dialogues et au moins un objectif atteint pour 44% des compagnies.** Ces statistiques sont en progression par rapport à 2019.

La qualité des relations que nous entretenons avec les entreprises est au cœur de la réussite de notre mission. Par exemple, nous n'envisageons le dépôt d'une proposition d'actionnaire qu'en ultime recours et en toute transparence avec la compagnie. Depuis notre dernier rapport d'activité, nous avons soumis deux propositions d'actionnaires (à CIBC et L'Impériale) dont une (L'Impériale) a été soumise au vote des actionnaires.

Notre site web [www.aequo.ca](http://www.aequo.ca) et plus particulièrement la section "Nouvelles" contient plus d'informations sur notre impact.

# PLAN D'ENGAGEMENT CANADIEN 2020-2021 ET PRINCIPAUX ENJEUX PAR INDUSTRIE

Industrie	Entreprise*	E	S	G
Assurances	<b>Fairfax financial holdings</b> Intact Assurance ( <i>non reconduite en 2021</i> )	Résilience climatique Transition énergétique	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion	
Banques commerciales	Banque CIBC Banque de Montréal Banque Royale du Canada Banque Scotia Banque TD	Transition énergétique	Diversité et inclusion	Fiscalité responsable
Détaillants alimentaires	Alimentation Couche-Tard Empire Company Loblaws Metro	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Détaillants spécialisés	Canadian Tire Dollarama	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Immobilier	Allied ( <i>non reconduite en 2021</i> ) CAPREIT ( <i>non reconduite en 2021</i> ) <b>Granite Real Estate Investments</b>	Gestion de l'énergie Impact écologique Résilience climatique	Diversité et inclusion	
Logiciels et services informatiques	CGI <b>Constellation Software</b> Descartes Open Text	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion	Fraude et corruption
Minières	Agnico Eagle ( <i>non reconduite en 2021</i> ) Barrick Gold First Quantum Minerals <b>Pan American Silver</b> Teck Resources <b>Wheaton Precious Metals</b>	Gestion de l'énergie Gestion des déchets Impact écologique	Communautés locales Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés	Fiscalité responsable
Pétrole et gaz	Canadian Natural Resources <b>Cenovus Energy</b> Enbridge L'Impériale Parkland Fuel Pembina Pipeline Suncor TC Énergie	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique	Communautés locales Diversité et inclusion	
Pièces automobiles	Magna International	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés	
Produits chimiques	Methanex ( <i>non reconduite en 2021</i> ) Nutrien	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion	
Services d'ingénierie et de construction	WSP	Gestion de l'énergie Transition énergétique	Diversité et inclusion Gestion des employés	Fraude et corruption
Services de télécommunications	Telus	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion Responsabilité des produits	
Services publics d'électricité	Capital Power ( <i>non reconduite en 2021</i> ) Fortis	Gestion de l'énergie Transition énergétique	Diversité et inclusion	

\* Les nouvelles compagnies du plan d'engagement 2021 sont indiquées en gras



# PLAN D'ENGAGEMENT AMÉRICAIN 2020-2021 ET PRINCIPAUX ENJEUX PAR INDUSTRIE

Industrie	Entreprise*	E	S	G
Aliments transformés	<b>Mondelez International</b>	Gestion de l'énergie Impact écologique	Droits humains Diversité et inclusion Gestion des employés Responsabilité des produits	
Banques commerciales	Bank of America <b>Citigroup</b> Citizens Financial Group (non reconduite en 2021) <b>First Republic Bank</b> M&T Bank (non reconduite en 2021) Truist (non reconduite en 2021) <b>U.S Bancorp</b>	Transition énergétique	Diversité et inclusion	Fiscalité responsable
Biotechnologie et pharmaceutique	Abbvie Biogen Johnson & Johnson Pfizer	Gestion de l'énergie	Accessibilité des produits Diversité et inclusion Gestion des employés Responsabilité des produits	
Commerce électronique	<b>Amazon</b>	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés	
Détaillants de médicaments	CVS Health Walgreens Boots Alliance	Gestion de l'énergie	Accessibilité des produits Diversité et inclusion Gestion des employés Responsabilité des produits	
Détaillants spécialisés	Dollar General Dollar Tree Lowe's (non reconduite en 2021) Target TJX Companies Wal-Mart	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Immobilier	Alexandria Real Estate (non reconduite en 2021)	Gestion de l'énergie Impact écologique Résilience climatique	Diversité et inclusion	
Logiciels et services informatiques	<b>Microsoft</b>	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés	
Machines et biens industriels	Caterpillar (non reconduite en 2021)	Gestion de l'énergie Transition énergétique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés	
Minières	<b>Newmont mining</b>	Gestion de l'énergie Gestion des déchets Impact écologique	Communautés locales Droits humains Diversité et inclusion Gestion des employés	Fiscalité responsable
Pétrole et gaz	<b>Eog Resources</b> <b>Exxon Mobil</b> Santos Limited (non reconduite en 2021) <b>Valero Energy</b> Woodside Petroleum (non reconduite en 2021)	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique	Communautés locales Diversité et inclusion	

Industrie	Entreprise*	E	S	G
Prestation de soins de santé	Universal Health	Gestion de l'énergie	Accessibilité des produits Diversité et inclusion Gestion des employés Responsabilité des produits	
Produits ménagers et personnels	Estée Lauder (non reconduite en 2021)	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion Droits humains Responsabilité des produits	
Restaurants	McDonald's	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Services d'ingénierie et de construction	<b>D.R Horton</b>	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique	Diversité et inclusion Gestion des employés	
Services de télécommunications	<b>AT&amp;T</b> Verizon	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion Responsabilité des produits	
Services professionnels et commerciaux	<b>Costar Group</b>	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion	
Services publics d'électricité	DTE Energy Public Service Enterprise	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique	Diversité et inclusion	

\* Les nouvelles compagnies du plan d'engagement 2021 sont indiquées en gras

\* Les nouvelles compagnies du plan d'engagement 2020 sont indiquées en gras

# INITIATIVES COLLABORATIVES D'INVESTISSEURS

Initiative	Type	Description	Implication
<a href="#">L'Association pour l'investissement responsable (AIR)</a>	Organisme	L'Association pour l'investissement responsable (AIR) est une association représentant l'industrie dans laquelle Æquo et ses clients évoluent.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> <li>• Membre depuis janvier 2019</li> <li>• Membre du jury sur les meilleures initiatives d'investissement responsable</li> </ul>
<a href="#">ICCR</a>	Organisme	L'Interfaith Center on Corporate Responsibility est un regroupement de communautés religieuses dont l'objectif est de bâtir un monde plus juste et durable en intégrant des valeurs sociales dans les actions des entreprises et des investisseurs.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> <li>• Membre de différents comités et participations aux rencontres</li> </ul>
<a href="#">PRI</a>	Organisme	L'initiative des PRI aide les signataires à incorporer les enjeux ESG à leurs décisions relatives à l'investissement et à l'actionnariat.	Avancé <ul style="list-style-type: none"> <li>• Signataire depuis la création d'Æquo en 2015</li> <li>• Participant à différentes initiatives collaboratives</li> </ul>
Groupe de travail sur les risques liés aux <a href="#">actifs carbone</a>	Groupe de travail	Le <i>Carbon Asset Risk Working Group</i> (CAR) qui est animé par l'organisme Ceres, regroupe des investisseurs et porte sur le dialogue avec des entreprises énergétiques à propos des risques climatiques.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux rencontres</li> <li>• Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visée par l'initiative</li> </ul>
<a href="#">Sous-comité technique sur le pétrole et gaz du Conseil Canadien des Normes</a> (CSA) pour la création d'une taxonomie de transition	Groupe de travail	Ce groupe de travail du CSA élabore une norme nationale spécifique au Canada pour le « financement de transition ».	Avancé <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation active au nom de Bâtirente en tant que membre du groupe de travail</li> </ul>
Comité des PRI sur l'actionnariat engagé (Active Ownership 2.0)	Groupe de travail	Comité consultatif sur les orientations des PRI en engagement actionnarial et vote par procuration	Avancé <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation active en tant que membre du groupe de travail</li> </ul>
<a href="#">Groupe de travail sur le plastique (PRI)</a>	Groupe de travail	Ce comité de travail des PRI sensibilise les investisseurs aux impacts, aux risques et aux opportunités liés au plastique.	Avancé <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation active en tant que membre du groupe de travail</li> </ul>
<a href="#">Climate Action 100+</a>	Engagement collaboratif	Initiative regroupant 545 investisseurs du monde entier (gérant collectivement cinquante-quatre mille milliards USD d'actifs) autour d'un plan d'engagement visant 167 grands émetteurs corporatifs (sociétés ouvertes) de GES à l'échelle internationale. Æquo coordonne les engagements de 3 des 5 entreprises au Canada, pour le compte d'une douzaine d'investisseurs institutionnels.	Avancé <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation active au groupe nord-américain</li> <li>• Direction de 3 des 5 compagnies canadiennes visées par l'initiative (Enbridge, TC Énergie et L'Impériale)</li> </ul>
Collaboration sur la responsabilité à l'égard des opioïdes et autres médicaments (ICCR)	Engagement collaboratif	<i>L'Investors for Opioid and Pharmaceutical Accountability</i> (IOPA) est une coalition d'investisseurs institutionnels mondiaux. L'IOPA a été créée dans le but de dialoguer avec les fabricants, les distributeurs pharmaceutiques sur les risques liés aux opioïdes et autres produits pharmaceutiques.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux rencontres</li> <li>• Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visée par l'initiative</li> </ul>
Collaboration de la Fondation de l'accès aux médicaments	Engagement collaboratif	L'indice, qui vise les plus importantes compagnies pharmaceutiques mondiales, identifie les meilleures pratiques, suit les progrès et montre où une action critique est nécessaire pour améliorer l'accès aux médicaments des communautés les plus pauvres.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participations aux rencontres</li> <li>• Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visée par l'initiative</li> </ul>
Collaboration sur la réduction de l'utilisation des pesticides et la gestion plus sûre des produits Chimiques (ICCR)	Engagement collaboratif	Collaboration d'investisseurs relative aux risques liés à l'utilisation de pesticides et autres produits chimiques toxiques dans les chaînes d'approvisionnement.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participation aux rencontres</li> <li>• Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visée par l'initiative</li> </ul>

# CERTAINS ENJEUX À SOULIGNER

## L'IMPACT SOCIAL DE LA PANDÉMIE



Les impacts de la pandémie de COVID-19 qui a frappé le monde forcent les investisseurs à considérer davantage la dimension sociale de l'investissement responsable.

Nous naviguons tous dans la même tempête, mais pas sur le même bateau. Comme le souligne le rapport de l'*Institute for Human Rights & Business* (IHRB) «*Respecting Human Rights in the time of the Covid-19 Pandemic*», bien que le virus affecte tous les individus de manière non discriminante, les impacts du COVID ont été proportionnellement plus importants pour les pays à faibles et moyens revenus et certaines populations discriminées, dont les minorités visibles, les travailleurs migrants et les femmes.

Ces effets auront des conséquences à long terme. Il est de la responsabilité des entreprises de prendre des mesures pour s'assurer que les droits de leurs employés, mais également de leurs fournisseurs et de leur main-d'œuvre soient protégés, défendant ainsi leur réputation et diminuant la probabilité de litiges futurs.

Dans son rapport «*COVID-19 and human rights*», le *Corporate Human Rights Benchmark* (CHRB) met en évidence la faible réponse des entreprises pour limiter les impacts négatifs de la COVID sur leurs parties prenantes, en particulier dans leurs chaînes d'approvisionnements.

Il démontre aussi que les entreprises dotées de solides processus de diligence raisonnable en matière de droits humains sont les mieux équipées pour répondre à la crise.

Dès le mois de mars, nous avons intégré ce sujet à nos dialogues afin d'évaluer l'impact de la pandémie sur les entreprises et leur demander les mesures de gestion de crise et de protection mises en place. Nous avons abordé le sujet selon les axes suivants :

- Responsabilités à haut niveau et mesures de gestion de crise, ajustements éventuels des salaires de la direction;
- Mesures mises en place pour protéger et soutenir les employés (notamment en matière de protocoles de santé et sécurité, équipements de protection, formations et soutien financier/humain);
- Mesures mises en place pour protéger et soutenir les fournisseurs et leurs employés (notamment en matière de maintien des contrats/relations, soutien financier et protection des employés).

Nous avons également participé à différentes collaborations sur le sujet notamment avec l'ICCR concernant les producteurs de viandes et l'*Investor Alliance for Human Rights* et *KnowTheChain* qui visaient des entreprises du secteur des vêtements.

## LA PANDÉMIE ET LES COMPAGNIES PHARMACEUTIQUES

Les effets de la pandémie nous rappellent que l'on ne peut concevoir une économie prospère et durable sans prendre en considération l'accès aux médicaments et aux soins de santé de toutes les populations. Alors que l'ensemble des secteurs d'activité ont été touchés, la pandémie continue d'avoir un impact significatif sur le bien-être social et économique à l'échelle mondiale. Les compagnies pharmaceutiques ont un rôle de premier plan à jouer dans la production et la diffusion universelle, équitable et rapide de vaccins et de traitements à l'échelle mondiale. La COVID-19 ne sera pas maîtrisée tant que tous les pays ne seront pas en mesure de contrôler les foyers d'infection. Nous avons abordé et continuerons à aborder ce sujet avec les compagnies pharmaceutiques de notre plan d'action, notamment en collaboration avec l'*Interfaith Center on Corporate Responsibility* (ICCR) et l'*Access to Medicine Foundation*. L'une des principales conclusions du 2021 *Access to Medicine Index* est le manque de préparation du secteur pharmaceutique en prévision d'une nouvelle pandémie potentielle. Une telle crise révèle aussi quelles sont les vraies forces et priorités des entreprises, au-delà des discours, et plus généralement leur approche et leurs pratiques favorisant la création de valeur à long terme.



## LES RISQUES CLIMATIQUES



La gestion des risques climatiques continue d'occuper une place importante dans les dialogues que nous menons. Il ne fait aucun doute que la transition énergétique est en cours. L'abandon du projet Keystone XL par TC Énergie démontre à ceux qui en doutaient encore la fin des grands projets de développement liés à l'exploitation des énergies fossiles. Le coût des énergies renouvelables continue de diminuer drastiquement et les technologies liées à leur stockage continuent de se développer. Quant au gaz naturel, plus polluant que les énergies renouvelables, il peut difficilement être considéré comme une source d'énergie d'avenir.

De plus en plus d'entreprises, dont des banques et des entreprises du secteur énergétique se sont engagées à atteindre la neutralité carbone pour 2050 en alignement avec les engagements de l'Accord de Paris. Un nombre croissant de banques a rejoint le Partnership for Carbon Accounting Financials (PCAF) visant à quantifier l'empreinte carbone de leurs prêts investissements afin précisément de pouvoir la réduire. L'initiative Science Based Targets (SBTi) développe une nouvelle méthodologie pour les entreprises qui extraient des combustibles fossiles afin de fixer des objectifs scientifiques alignés à l'Accord de Paris. Aequo a d'ailleurs participé à la consultation publique sur cette méthodologie. En matière de divulgation, si le dernier Rapport 2020 du TCFD souligne l'amélioration générale de la divulgation alignée à ses recommandations, il met également en évidence un manque de divulgation relatif à l'impact financier potentiel du changement climatique sur les activités et les stratégies des entreprises.

En ce qui concerne le gouvernement canadien, il a présenté son « plan climatique renforcé » comportant de nouvelles cibles de réduction de GES (32 à 40% de moins pour 2030 par rapport à 2005) et un nouveau prix carbone qui atteindra 170\$ la tonne en 2030. Il a également publié son règlement sur les combustibles propres (qui entrera en vigueur en 2022) visant à réduire l'intensité de carbone contenu dans les carburants et qui s'adresse aux producteurs et distributeurs. Quant à la nouvelle administration Biden, qui marque le retour des États-Unis au sein de l'Accord de Paris, elle s'est engagée notamment à réaliser un moratoire sur les nouveaux forages, à imposer la carboneutralité de ses producteurs d'énergie d'ici 2035, à renforcer la régulation relative aux émissions (dont celles du méthane) et à investir massivement en faveur de la transition énergétique.

Du côté des investisseurs, le CA 100+ a publié sa première évaluation des progrès des compagnies en fonction des objectifs de l'initiative. Nous avons publié au printemps 2020 un rapport portant sur l'urgence de la situation et l'utilité d'une approche d'engagement ouverte et systématique orientée vers l'impact. S'agissant d'un enjeu intersectoriel, nous allons continuer à élargir en 2021 les secteurs avec lesquels nous échangeons à ce sujet. Nos demandes, alignées aux recommandations du TCFD, visent de manière générale à ce que les entreprises démontrent une adaptation de leurs stratégies d'affaires et pratiques en regard des risques climatiques.

## UNE TAXONOMIE CANADIENNE RELATIVE À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

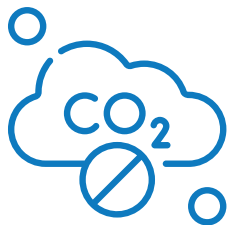
Un effort important a été mené depuis quelques années par les praticiens de la finance durable afin de clarifier le type d'activités économiques qui devraient être considérées comme alignées à la transition énergétique (et plus largement) écologique. Une telle "taxonomie" de l'économie verte permettrait de démontrer aux investisseurs que les produits financiers visés sont alignés aux objectifs de l'Accord de Paris. En Europe, une réflexion a été entamée il y a quelques années et un consensus semble avoir été atteint, malgré la dissension de quelques pays qui ont milité en faveur de l'inclusion du gaz naturel. Au Canada, le comité d'expert sur la finance durable a engagé le pays résolument vers le concept d'une taxonomie de transition qui faciliterait le financement de réductions de carbone dans le secteur des ressources naturelles, notamment pétrolier et gazier, tout en bâtissant une meilleure crédibilité quant aux attributs environnementaux des investissements canadiens.

Ces définitions seront importantes notamment parce que de nombreux investisseurs et banques ont pris l'engagement de réduire leur empreinte carbone et cherchent à démontrer leur contribution à la transition énergétique.

L'Association canadienne de normalisation (CSA) mène depuis plus d'un an des consultations, auxquelles Aequo participe activement, afin d'articuler une taxonomie canadienne de transition. Au moment d'écrire ces lignes, tout porte à croire que certains aspects que nous trouvons problématiques se retrouveront dans cette taxonomie. Celle-ci pourrait néanmoins être un des outils qui facilitera l'allocation d'actifs vers la transition.



## EXEMPLES D'OBJECTIFS CLIMATIQUES ATTEINTS



### OBJECTIF DE NEUTRALITÉ

**CARBONE:** Enbridge, Teck Resources, la Banque de Montréal (BMO) et la Banque Royale du Canada (RBC) ont adopté une cible de neutralité carbone pour 2050 - un engagement clé dans l'alignement de leurs stratégies aux engagements de l'Accord de Paris.



### DIVULGATION DES ÉMISSIONS

**FINANCÉES:** La Banque de Montréal (BMO), la Banque Royale du Canada (RBC), la Banque Scotia et CIBC se sont engagées à mesurer et à divulguer les émissions de gaz à effet de serre attribuées à leurs prêts et investissements en joignant le PCAF.



### DIVULGATION DES ÉMISSIONS

**INDIRECTES:** Enbridge divulguera ses émissions indirectes - une étape symbolique importante dans la prise en considération par les compagnies d'infrastructures énergétiques de leur responsabilité en regard des impacts environnementaux des produits fossiles qu'elles distribuent.

## LA DIVERSITÉ ET INCLUSION



Les nombreux enjeux liés à la diversité et l'inclusion ont continué à occuper une place importante au sein du tiers de nos dialogues. Le [Sondage d'opinion des investisseurs de l'AIIR 2020](#) met en avant l'importance de la diversité et l'inclusion pour les investisseurs particuliers, dont près des trois quarts des répondants souhaitent voir leurs gestionnaires de fonds prendre en considération cette dimension. En 2020, nous avons commencé à aborder cet enjeu au-delà du secteur des détaillants et envisageons d'élargir le nombre d'entreprises avec lesquelles nous abordons cet enjeu.

Outre l'impact de la pandémie, 2020 a été marquée par le développement de mouvements sociaux (tels que #MeToo et « Black Lives Matter ») dénonçant les inégalités raciales ou de genre qui subsistent dans nos sociétés.

Si le [rapport 2020 de McKinsey](#) met une fois de plus en évidence que les entreprises diversifiées sont plus susceptibles de mieux performer financièrement que leurs pairs, il souligne également que la promotion de la diversité n'assure pas automatiquement une culture de l'inclusion. En effet, selon [un rapport du Boston Consulting Group \(BCG\)](#), ayant interrogé 5000 employés au Canada, 50% des employés issus de la diversité estiment subir des préjugés dans leur expérience quotidienne au travail.

Du côté de la diversité de genre, selon le [dernier rapport d'Osler](#), on constate une légère progression du nombre de femmes sur les conseils d'administration canadiens, mais pas dans les hautes directions. En outre, [la nouvelle réglementation canadienne](#) permet de se rendre compte de la très faible représentation des minorités visibles, autochtones ou de personnes en situation de handicap au sein des conseils d'administration et des hautes directions.

Au Canada, notons l'engagement de PDG de compagnies canadiennes qui se sont engagés en 2020 à travers le [BlackNorth Pledge](#) à mettre en place des mesures concrètes dans leurs entreprises pour lutter contre le racisme systémique (8 CEO sur 36 compagnies canadiennes de notre plan d'action). Nous avons signé en 2020 avec plus de 70 autres investisseurs et organisations la [Déclaration des investisseurs canadiens sur la diversité et l'inclusion](#) visant à promouvoir la diversité au sein des entreprises et de nos propres organisations.

Alors que 50% des conseils d'administration et 60% des hautes directions des compagnies de notre plan d'action 2020 n'ont pas encore atteint 30% de femmes (Objectif tiré du [30% Club Canada](#)), nos demandes vont au-delà du genre et des chiffres : adopter des politiques et des cibles, sonder et former leurs employés, doter la direction d'incitatif financier et divulguer adéquatement sur le sujet.

## EXEMPLES D'OBJECTIFS DE DIVERSITÉ ATTEINTS



### ATTEINDRE 30% DE FEMMES SUR LE CONSEIL:

CVS, Universal Health Services et Verizon ont atteint 30% de femmes sur leur conseil d'administration - une étape importante vers la parité de genre au sein de cet organe de gouvernance central des entreprises.



### DIVULGATION DE DONNÉES LIÉES AU GENRE:

Biogen, Dollar Tree et Open Text divulguent maintenant la distribution de leurs employés par genre - une information clé afin de pouvoir alimenter le dialogue et faire progresser les pratiques.



## LES DROITS HUMAINS



Les enjeux liés au respect des droits humains occupent une place importante dans nos dialogues. Nous avons abordé ces thématiques avec 20% des compagnies de notre plan d'action, principalement des détaillants.

Comme nous l'avons souligné auparavant dans ce rapport, les impacts de la pandémie de COVID-19 ont été particulièrement importants sur ces dimensions. Des pratiques inadaptées des entreprises représentent des risques importants pour leur réputation, leurs opérations, ou encore en regard du manque de préparation à des normes ou réglementations changeantes.

Les chaînes d'approvisionnements longues, complexes et opaques représentent un défi pour ces entreprises, mais surtout un levier pour changer les pratiques en profondeur. Le «2020 Food & Beverage Benchmark Findings report» de *KnowTheChain* met en évidence que si certaines compagnies progressent, la majorité des 43 plus grandes entreprises mondiales de produits alimentaires et de boissons ne parviennent pas à lutter contre le travail forcé dans leurs chaînes d'approvisionnement. Le dernier rapport du CHRB met en évidence un constat similaire. Malgré le progrès, trop d'entreprises ne parviennent pas à répondre aux attentes des investisseurs en matière de diligence raisonnable portant sur les droits humains.

La législation continue de se développer afin de rendre les entreprises imputables en regard de leur chaîne d'approvisionnement. Alors que le Canada légifère toujours afin d'obliger les entreprises à rendre compte des mesures mises en place en matière de prévention du travail forcé et du travail des enfants, l'Europe prévoit quant à elle d'aller plus loin, en imposant un processus de diligence raisonnable et le respect d'obligations minimums.

Les PRI comptent intégrer l'obligation pour ses signataires de prendre en considération les droits humains à la reddition de compte annuelle. Nous avons, dans ce cadre, répondu à la consultation de leur rapport portant sur un cadre de mise en œuvre du respect des droits humains dans les activités d'investissement. Notons à ce sujet, le guide exhaustif «Investor Toolkit on Human Rights» élaboré par l'*Investor Alliance for Human Rights*.

Alignés à leurs recommandations, nous demandons aux entreprises avec lesquelles nous dialoguons de mettre en place un processus de diligence raisonnable robuste visant à identifier les risques relatifs aux droits humains et prendre les mesures pour les limiter.



## LES ATTEINTES AUX DROITS HUMAINS DES POPULATIONS OÛIGHOURES

La région chinoise du Xinjiang est sujette à une crise considérable liée à des atteintes aux droits humains. Depuis 2017, il est estimé qu'environ 1,8 million de personnes, principalement des Oûighours, ont été placées dans des camps de détention, prisons et usines par le gouvernement chinois. Le travail forcé y est répandu, les populations sont surveillées sans leur consentement, et il est question également de stérilisations forcées.

Devant ces faits, la région est considérée comme étant à risque pour les entreprises et leurs investisseurs. Pour autant, elle continue d'être profondément liée aux chaînes d'approvisionnement mondiales, notamment dans la chaîne du coton. De nombreuses compagnies internationales ont ainsi des opérations, investissements et partenariats dans cette région. Ces entreprises présentent toutes un risque de causer ou contribuer aux impacts négatifs sur les droits humains.

Le guide élaboré par l'Investor Alliance for Human Rights expose les différentes actions que peuvent mener les investisseurs pour agir face à cet enjeu et limiter les risques dans leurs placements. Aequo dialogue avec les entreprises de son plan d'action afin qu'elles prennent les mesures pour s'assurer que leurs chaînes d'approvisionnement ne sont pas liées aux abus dont sont victimes ces populations.



## OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Depuis 2018, nous alignons chacun de nos objectifs par rapport aux Objectifs de développement durable des Nations Unies. Ces derniers visent les grands défis mondiaux liés notamment à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, ainsi qu'à la paix et à la justice. Le secteur privé joue un rôle important dans l'atteinte de ces objectifs et en tant que représentant de nos clients investisseurs, nous invitons les entreprises, à travers nos dialogues, à améliorer leur impact dans la totalité des 17 Objectifs de développement durable.

Pour toute information, contactez-nous à: [info@aequo.ca](mailto:info@aequo.ca)



 [aequo.ca](http://aequo.ca)

 [info@aequo.ca](mailto:info@aequo.ca)

 1111 rue Saint-Urbain, bureau 211, Montréal, Québec H2Z 1Y6